L'hon. M. Hees: Si vous les avez amenés à croire ce dont vous cherchez à les convaincre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, à l'inverse du député de Prince Edward-Hastings, je crois que ces gens sont très intelligents, et nous nous sommes fort bien entendus.

* * *

AFFAIRES URBAINES

TORONTO—L'AMÉNAGEMENT DU METRO CENTRE CN-CP ET L'ARRÊT DE LA CONSTRUCTION DE L'AUTOSTRADE DE SPADINA

M. S. Perry Ryan (Spadina): Je voudrais poser une question au ministre des Transports. La décision prise par le gouvernement de l'Ontario de suspendre la construction de la voie rapide de Spadina entravera-t-elle l'aménagement, à Toronto, au prix de 200 millions de dollars, du nouveau complexe du CN et du CP connu sous le nom de Metro Centre?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): J'ai bien peur que ce soit là une question trop technique pour que je puisse y répondre sur-le-champ. J'y répondrai bien volontiers, mais j'ajouterai que la décision qui a été prise en commun au sujet du projet du réseau ferroviaire de banlieue, par M. Campbell de Toronto, par le gouvernement de l'Ontario et par moi-même revêt, dans ces conditions, une importance accrue et que nous allons, en conséquence, faire en sorte que l'étude de ce projet soit accélérée.

M. Ryan: Le ministre essayera-t-il de répondre prochainement à ma question?

* * *

L'ADMINISTRATION

L'AFFECTATION DES COMPTES SPÉCIAUX AUX FONDS DE RÉSERVE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): J'aimerais poser une question au président du Conseil du Trésor. Comme l'auditeur général craint que les comptes spéciaux affectés aux fonds de réserve pour les dépenses futures permettent beaucoup moins au Parlement de surveiller les dépenses de l'État, le gouvernement va-t-il cesser d'utiliser et de créer de tels comptes?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Je m'attends, de fait j'espère, que cette question fera l'objet d'une étude approfondie au comité des comptes publics.

* * *

LE RECENSEMENT

LE CAS DES PENSIONNAIRES DES FOYERS POUR VIEILLARDS

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): J'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. La direction du recensement insiste-t-elle toujours pour que les personnes qui demeurent dans des foyers pour vieillards et dans d'autres établissements du genre soient tenues de remplir et retourner les longues formules de recensement ou ne pourrait-on pas en pareilles circonstances les remplacer par des formules abrégées?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je ne sais trop comment un recensement pourrait être efficace si on ne s'en tenait pas aux formalités maintenant de rigueur car le procédé de l'échantillonnage ne peut donner de résultats valables que si l'on s'y conforme en tous points. Il deviendrait impossible d'établir la statistique si les gens pouvaient s'échanger les formules longues et abrégées ou encore si les gens refusaient de répondre aux questions de la formule longue tout en acceptant de remplir la formule abrégée. Je ne crois pas que le système fonctionnerait si on le faisait.

LE REFUS SIGNIFIÉ PAR LES RECENSEURS DE WINNIPEG

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, étant donné que Radio-Canada annonçait à 11 heures ce matin que les recenseurs de Winnipeg refusent de livrer les formules parce qu'ils sont insatisfaits de leur rémunération, quelle dispositions le ministre entend-il prendre?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): J'étais à la Chambre à 11 heures, de sorte que je n'ai pas pu entendre ce bulletin d'informations. Je vais vérifier. Si la nouvelle est exacte, j'en serai très fâché, car les recenseurs savaient très bien d'avance la rémunération qu'ils allaient retirer de ce travail. Leur action serait très mal vue, étant donné l'importance des documents qu'ils ont entre les mains.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PROPOSITION SOVIÉTIQUE D'INTERDICTION DES DÉPÔTS D'ARMES SUR LA LUNE

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): J'ai une question à poser au très honorable premier ministre. Vu que l'URSS a proposé aujourd'hui aux Nations Unies un accord universel visant l'interdiction des dépôts d'armes sur la lune, le premier ministre peut-il dire si le gouvernement envisagerait d'appuyer cette proposition aux Nations Unies?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme la Chambre n'est pas sans le savoir, le Canada a pris une part extrêmement active à la conclusion d'accords interdisant le stockage d'armements dans l'espace et dans le fond de la mer. Je suis sûr que nos représentants diplomatiques à New York et à Genève, MM. Beaulne et Ignatieff, prendront de nouveau activement part aux négociations en vue d'un accord dans un tel domaine si une proposition a effectivement été faite dans ce sens.

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Monsieur l'Orateur, le premier ministre ne se rend-il pas compte que c'est là une question hypothétique, vue que c'est la pleine lune cette semaine?